

Décision n° 1669 SGCG du 18 août 1980 fixant les règles de gestion financière du centre des métiers d'art de la Polynésie française

Paru in extenso au journal officiel n°23 N du 31/08/1980 à la page 913 dans la partie ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Version en vigueur au 20/04/1989

Titre Ier - Dispositions générales.

Titre II - Le conseil d'administration.

Titre III - Le budget.

Titre IV - Directeur et agent comptable.

► Titre V - Dispositions finales. (Art. 15 à Art. 19)

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 et, notamment son article 21, alinéa " J " ;
Vu la délibération n° 80-16 du 7 février 1980 portant création d'un établissement public territorial dénommé " centre des métiers d'art de la Polynésie française " et notamment son article 20 ;
Vu les observations du trésorier-payeur général et du chef du service des finances ;
En ayant délibéré en sa séance du 30 juillet 1980,

Décide :

TITRE IER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

TITRE II - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

TITRE III - LE BUDGET.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

TITRE IV - DIRECTEUR ET AGENT COMPTABLE.

Art. 6 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 8 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 9 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 10 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 11 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 12 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 13 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 14 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

TITRE V - DISPOSITIONS FINALES.

Art. 15

Le conseil de gouvernement peut prononcer la fermeture définitive du centre sur proposition du conseil d'administration.

Art. 16

Dès que la demande de fermeture du centre a été reçue au conseil de gouvernement, celui-ci nomme sous huitaine une commission chargée de faire l'inventaire et d'évaluer les biens meubles et immeubles du centre.

Cette commission doit comprendre :

- le conseil de gouvernement, président du conseil d'administration ;
- le directeur du centre ;
- le chef du service des finances ;
- le chef du service des domaines.

Art. 17

Cette commission doit remettre son rapport au plus tard un mois après sa constitution.

Art. 18

Par décision, le conseil de gouvernement prononce la fermeture du centre et la dévolution de tous les biens meubles et immeubles au territoire de la Polynésie française.

Art. 19

Eventuellement, une décision fixe les indemnités pour perte d'emploi à verser au personnel du centre, hormis celles du directeur et de l'agent comptable.

Papeete, le 18 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :
Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 18 août 1980.
Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Décision n° 1669 SGCG du 18 août 1980](#), JOPF n° 23 N du 31/08/1980 à la page 913
- [Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989](#), JOPF n° 16 N du 20/04/1989 à la page 617